

Etats généraux des Elus locaux contre le sida

Mondialisation de la lutte contre le sida

« Vers une mobilisation nationale et internationale » : tel était le thème développé lors des 7^{es} Etats généraux des Elus locaux contre le sida, le 23 novembre dernier. *Interdépendances* a sélectionné pour vous des extraits des discours prononcés, lors de cette journée, par divers intervenants politiques.

Le Conseil régional d'Ile-de-France a accueilli, en novembre dernier, les 7^{es} Etats généraux d'ELCS (Elus locaux contre le sida), auxquels de nombreux acteurs ont participé. Parmi les discours prononcés ou les messages transmis, ceux de Jean-Luc Romero, Jacques Chirac, Jean-Louis Debré, Christian Poncelet, Jean-Paul Huchon, Ernest N'Koumo Mobio, Roselyne Bachelot, D^r Antonio Ugidos, Dominique Versini, etc. Extraits...

Jean-Luc Romero, président d'ELCS, conseiller régional d'Ile-de-France

« [...] Ces septièmes Etats généraux [...] ont été placés

sous le signe d'un éclectisme et d'un pluralisme qui me semblent particulièrement riches d'enseignements pour chacune et chacun d'entre nous.

[...] Notre constat de départ ne vous étonnera pas. Il est le même pour tous ceux qui, au quotidien, sur le terrain, soutiennent les malades ou œuvrent dans le champ de la prévention : le sida, on n'en parle plus. L'intense mobilisation des années 90 a cédé la place à l'indifférence et à l'oubli. Jamais autant de femmes et d'hommes n'ont vécu avec le virus, et pourtant : le sida est aujourd'hui considéré comme une maladie chronique, qui ne serait plus mortelle que pour les habitants des pays du Sud. Les campagnes de prévention

se font rares, et si pudibondes... voici des années que le préservatif, notamment féminin, n'est ni accessible, ni promu, ni même montré !

Nous avons donc, entre autres, demandé aux candidat(es) [se présentant à l'élection présidentielle] s'ils s'engageaient à faire du sida une grande cause nationale pour l'une des années de leur mandat. Jacques Chirac s'y est engagé. Cette mesure, qui permet entre autres un accès facilité aux grands médias, nous semble seule à même d'impulser ce nouvel élan que le président de la République appelle de ses vœux dans les messages qu'il délivre, depuis des années, à l'occasion de ces Etats généraux. Bien sûr, la remobilisation

passer par la continuité de l'action, la pérennisation des crédits et des initiatives. Mais à l'heure où les indicateurs épidémiologiques s'affolent, à l'heure où les pratiques se relâchent, la reprise de conscience du risque n'ira pas sans un signal fort, une communication massive, une ré-alerte générale.

[...] Autre front essentiel pour ELCS : le soutien déterminé à la politique de réduction des risques auprès des usagers de drogue. Que de chemin parcouru depuis 1987 ! [...] Quinze années ont passé. Les succès de cette politique, et notamment la facilitation de l'accès au matériel stérile d'injection, sont avérés, indéniables et d'ailleurs incontestés.

Devons-nous pour autant nous "reposer sur ces lauriers" et abandonner cette dynamique d'adaptation à des contextes changeants, à des réalités nouvelles ? Certes non. A l'heure où s'élaborent les politiques européennes, il me paraît vital que notre pays s'ouvre aux expériences menées chez nos voisins. Non, la délivrance médica-

lisée d'héroïne telle qu'on l'expérimente en Suisse n'est pas, comme certains aiment à le laisser croire, de l'ordre de l'abdication laxiste face à la dépendance ! Non, elle ne provoque pas d'explosion de la consommation ! En Grande-Bretagne, depuis 1920, l'héroïne est prescrite par les médecins de ville sous agrément des centres de soin pour toxicomanes ! La ville de Vancouver au Canada verra s'ouvrir en janvier prochain un centre d'injection d'héroïne...

On pourrait ainsi multiplier les exemples, en Europe et dans le monde, d'expérimentations courageuses, rigoureusement évaluées et qui s'avèrent, le plus souvent, fructueuses. Notre pays a accumulé en l'espèce un retard considérable, sa culture de la prévention n'est que balbutiante, comme le reconnaissait et le déplorait récemment le ministre de la Santé. Les pouvoirs publics semblent tétanisés par la possibilité d'un procès en irresponsabilité. Il est temps que cela change : pourquoi nos concitoyens ne seraient-ils pas en mesure d'accepter que l'on s'ouvre à ces pistes, que leurs voisins européens ont explorées, puis plébiscitées depuis des années, avec succès ? Je crois que chacun, pour peu qu'on accepte d'ouvrir publiquement un débat dépassionné et d'informer, est capable de comprendre les enjeux de ces mesures.

[...] Je vous parlais tout



Jean-Luc Romero, président d'Elus locaux contre le sida (ELCS).

à l'heure d'indifférence, d'oubli, des carences de notre communication en matière de prévention. Que dire alors du silence glacé qui entoure les malades et les personnes séropositives elles-mêmes, cette centaine de milliers de personnes qui vit avec la maladie et les traitements ? Qui, aujourd'hui, s'adresse aux séropositifs, hormis les associations elles-mêmes que je ne saluerai jamais assez ? Sait-on, concrètement, ce que cela signifie que d'avaler 30 cachets par jour, que de supporter les nausées et les stigmates corporels, que de devoir régulièrement quitter son travail pour un rendez-vous à l'hôpital ?

Je veux vous le dire au

nom de tous ceux qui vivent avec le virus : ce silence nous pèse atrocement.

[...] Oui, il faut aujourd'hui que la maladie sorte de l'ombre. Notre civilisation a peur de la maladie comme elle a évidemment peur de la mort. Pourtant, chacun d'entre nous y sera confronté, tôt ou tard. [...] »

Jacques Chirac, président de la République

[...] En m'associant à vos Etats généraux, j'ai souhaité vous dire que l'Etat prendra ses responsabilités. Il nous faut affirmer une solidarité internationale de grande ampleur sur les fronts de la prévention et des soins dans le

monde. [...] La France continue à jouer un rôle moteur dans les négociations en cours au sein de l'OMC, pour lesquelles je forme le vœu d'un proche aboutissement. Elle s'emploiera activement à convaincre les autres membres du Conseil de leur responsabilité partagée dans la lutte contre les maladies graves et en particulier contre le sida. Je veillerai à ce que de nouveaux progrès soient accomplis en juin, à l'occasion du sommet du G8 d'Evian. Je souhaite affirmer mon soutien aux initiatives nombreuses que vous avez prises au niveau local. L'information, base de la prévention, vous doit beaucoup. [...] »

**Jean-Louis Debré,
président de l'Assemblée
nationale**

[...] Nous, élus locaux, départementaux, régionaux ou nationaux, nous avons une mission bien particulière et essentielle face à cette épidémie : celle d'illustrer concrètement la devise de la République : *Fraternité, Égalité donc Liberté*. J'ai pour cela décidé de relancer à l'Assemblée nationale le groupe d'études sur le sida. Cette relance m'avait été demandée avec insistance par Jean-Luc Romero. Créé il y a déjà longtemps, ce groupe d'études était tombé en désuétude sous la précédente législature. Un président de ce groupe vient d'être désigné. [...] Ce groupe d'études pourra également servir de relais à la demande des malades et des associations telles que la vôtre pour faire remonter auprès des députés les doléances et les besoins qui seront répertoriés. Je veillerai personnellement à ce qu'il participe activement à la réflexion. Je suis favorable à l'organisation, le moment venu, d'un débat sur ce sujet à l'Assemblée nationale.

[...] Sur le plan national, je voudrais simplement saluer les grands objectifs des gouvernements successifs marqués aujourd'hui par le renforcement du Plan triennal 2002-2004 de la lutte contre le VIH. L'effort du ministère de la Santé pour la lutte contre le sida représente 62 millions d'euros dans le

« Je crains l'ampleur de la pandémie dans les pays en voie de développement et l'égoïsme satisfait des pays riches. J'ai peur pour l'Afrique, et, déjà, ses millions de morts. J'ai peur, peut-être plus encore, pour la Chine, où un pouvoir cynique cache les faits et laisse sans soins malades et contaminés. »

*Jean-Paul Huchon,
président de la région
Ile-de-France.*

projet de la loi de finances 2003. La prévention est le premier objectif du plan d'action, avec le développement de campagnes ciblées sur les groupes les plus exposés et la diversification des moyens préventifs. [...] Le second objectif concerne la prise en charge thérapeutique avec l'amélioration de l'accessibilité et de l'efficacité du dépistage. [...] Les autres objectifs sont l'accompagnement et le soutien moral — je dirais :

le soutien humain — ainsi que le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de ce plan.

[...] Mais la pandémie ne connaît pas les frontières. Nous devons porter nos regards et nos soins au-delà de l'hexagone, car certains pays vivent une situation véritablement dramatique.

[...] Au-delà des initiatives propres à la France, qui sont d'ailleurs soutenues par d'autres pays, le Gouvernement contribuera, sur le plan multilatéral, au Fonds mondial contre le sida pour un montant de 150 millions d'euros sur trois ans. Au total [comprendant également les 9 millions d'euros pour l'initiative ESTHER et les diverses contributions], [...] l'effort annuel de la France est passé à 82 millions d'euros, alors qu'il n'était que de 20 à 26 millions les années précédentes. »

**Christian Poncelet,
président du Sénat**

[...] Malheureusement, année après année, [...] la situation est la même, la maladie est toujours là et votre engagement, que je salue une nouvelle fois, demeure plus que jamais nécessaire face à l'apparition d'inquiétudes et d'attentes nouvelles.

Cependant, il y a aussi des motifs de se réjouir, et ici je souhaite en évoquer deux principaux : en premier lieu, la recherche du vaccin contre le sida, qui avance, comme l'a annoncé le laboratoire pharmaceu-

tique MERCK de Seattle ; en second lieu, les déclarations de Steven Lewis, responsable de l'ONU pour la lutte contre le VIH/sida en Afrique, qui sont encourageantes, car il constate d'importants progrès dans la prévention de la maladie sur ce continent, même s'il déplore encore le manque de moyens financiers qui réduit l'efficacité des efforts gouvernementaux dans ce domaine.

Je fais confiance au Fonds mondial contre le sida pour remuer les consciences des gouvernements, pour vous engager à jouer un rôle actif, afin de conduire des actions de coopération. Je sais que de nombreux programmes concrets se mettent ainsi en place en Afrique, mais aussi en Amérique latine et en Europe de l'Est.

Autre motif d'espoir : des équipes françaises sont de plus en plus performantes dans leurs travaux sur de nouvelles molécules contre le sida. Ces chercheurs honorent notre pays qui doit continuer à prendre toute sa part dans la recherche sur les moyens de vaincre la maladie.

Alors parfois, si l'on peut être touchés par la lassitude, pensons qu'il y a mille raisons de dépasser ce stade et d'espérer. Cependant, prenons garde à ne pas tomber dans un lâche optimisme qui nous ferait oublier que jamais autant de personnes qu'aujourd'hui n'ont vécu avec cette terrible maladie et en meurent encore.

Ne relâchons pas nos efforts dans l'information

et la sensibilisation de la population, notamment auprès des jeunes ; consacrons de nouveaux moyens, et pas seulement financiers, aux associations qui remplissent un travail irremplaçable auprès des patients et de leurs familles.

Apportons des réponses aux besoins des malades qui découlent de l'amélioration de leurs perspectives de vie, je pense plus particulièrement à l'accès au logement, au retour à l'emploi, à la lutte contre la solitude.

Il est de notre devoir, à

à redonner toute sa dignité à l'être humain. [...] »

**Jean-Paul Huchon,
président de la région
Ile-de-France**

[...] Je suis venu exprimer ici des sentiments contradictoires, crainte et espoir mêlés. [...] J'espère, quand je vois le Crips nouer des relations partenariales et se lancer dans des actions nouvelles avec le Bénin, le Burkina-Fasso, et la Côte d'Ivoire. J'espère, quand j'apprends que le Crips de Casablanca pourrait pro-

la prévention auprès de publics traqués, forcés de se cacher, plus craintifs encore qu'auparavant envers l'aide venue de l'extérieur ? [...] J'espère que le budget du Crips que je proposerai au budget 2003, en hausse de 10 %, permettra de pérenniser des postes précaires, car nous avons besoin de professionnels de la prévention, et de mener des actions nouvelles, à la Réunion notamment.

J'espère, quand la Région Ile-de-France signe une convention triennale avec le festival Solidays, et que je sais qu'ainsi, ce festival sera pérennisé, qu'ainsi, des milliers de jeunes d'Ile-de-France seront informés, écoutés, conseillés. [...] »

**Ernest N'Koumo Mobio,
ancien maire d'Abidjan
et coordinateur
de l'alliance des maires
et responsables
municipaux sur
le VIH/sida en Afrique**

[...] Pour toute personne infectée par le virus [du sida], de 5 à 10 personnes sont directement affectées socialement, économiquement ou psychologiquement. Ce qui implique aujourd'hui, que 180 à 330 millions d'africains sont infectés et/ou affectés par le virus, soit une personne sur deux. Face à cette grave situation, les maires africains se sont mobilisés et ont décidé de s'engager dans la lutte contre le sida, en créant, en 1997, l'Alliance des maires africains. [...] Il s'agit notamment de créer : un partenariat avec

les élus locaux, les partenaires de la société civile, les associations des personnes vivant avec le VIH et les populations en général ; un espace plus favorable à la conduite d'actions concrètes réalisées au niveau des communes. [...] L'Alliance a développé une stratégie à travers un programme intitulé AMICAALL (Initiative de l'Alliance des maires pour des actions communautaires locales sur le sida). A ce jour, 9 pays ont adopté une Déclaration, et ont créé des branches nationales de l'Alliance [...] et d'autres cherchent à créer leur Alliance nationale.

[...] A titre d'exemple, à travers les programmes nationaux d'AMICAALL, les élus locaux ont : pris des mesures pour mieux comprendre l'épidémie et mesurer son impact au niveau local, donné l'exemple pour casser les tabous autour de l'épidémie, [en créant] un dialogue, un espace et une ouverture aux questions liées à l'épidémie, aidé à désamorcer les réactions de rejets et de discrimination envers les personnes vivant avec le VIH...

[...] Un renforcement des capacités humaines, matérielles et financières reste souvent nécessaire pour encourager les élus locaux à concevoir et à concrétiser leurs idées et initiatives. L'Alliance permet de faire le lien entre l'offre et la demande dans les deux sens et d'assurer un monitoring et une évaluation spécifiques à chaque situation. ■



**Jean-Louis Debré,
président
de l'Assemblée
nationale.**

nous élus locaux, de répondre toujours présents aux côtés de nos concitoyens. Donc, au sein « d'Elus contre le sida », il nous faut plus que jamais continuer à mettre en commun notre expérience et montrer que dans la vie quotidienne nos actes valent mieux que nos discours. Quelle que soit notre appartenance politique, nous devons, par le biais de notre association, contribuer à apporter une réponse à la souffrance et

chainement rouvrir ses portes. J'espère, quand on me propose d'inaugurer, au premier semestre 2003, le Crips de Santiago du Chili. Je crains, par contre, l'abandon de la prévention, en France même, pour les populations les plus touchées. Je crains de voir les prostitués, hommes et femmes, parfois même enfants, considérés non plus comme des victimes mais comme des coupables. Quelles associations, demain, pourront faire de